



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE D'YCHOUX

Séance du 4 juillet 2024

Conseillers Municipaux en exercice : 18

Qui ont pris part à la délibération : 15

Date de la convocation : L'an deux mille vingt-quatre, le quatre du mois de juillet à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie sous la présidence de M. **Vincent CASTAGNÈDE, Maire.**

28.06.2024
Date d'affichage
28.06.2024

Présents : Mme Stéphanie ABALLONI, Mme Sabine BUBIEN-VIU, Mme Valérie CHEVALLIER, Mme Sabrina DANIEL-CALONNE, Mme Sandrine LABASTE, Mme Ludiwine MOUNEYRES, Mme Céline SÉGAUT
M. Pierre-Mickaël BESSON, M. Éric BRÈTHES, M. Gérard CARRÈRE, M. Vincent CASTAGNÈDE, M. Jérémy PERROU, M. Michel VALEN

Absents : Mme Aurélie DESCOURS, Mme Sonia LIHAN, M. François DEFALQUE,

Absents excusés ayant donné pouvoir :
M. Vincent LOUBÈRE a donné pouvoir à M. Éric BRÈTHES,
M. Vincent VILARD a donné pouvoir à M. Jérémy PERROU

Secrétaire de séance : M. Michel VALEN

Objet de la délibération n°20240704_4 :

Adhésion et approbation des statuts au Syndicat mixte ALPI

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que dans le cadre du changement du logiciel finances et plus particulièrement de la migration vers le nouveau logiciel et des contraintes RGPD, le CCAS ayant un numéro SIRET différent de celui de la Commune doit également adhérer à l'ALPI.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 5721-1 et suivants précisant l'organisation et le fonctionnement d'un syndicat mixte ouvert,

Vu les statuts du Syndicat mixte,

Ceci étant exposé et après avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

Article 1 :

Décide de l'adhésion de son CCAS son adhésion à l'ALPI pour **les attributions obligatoires** ci-après :

Accès à l'extranet départemental

☒ oui ☐ non

Formation

☒ oui ☐ non**Article 2 :**

Approuve les statuts ci-annexés.

Article 3 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Article 4 :

Le Maire sera chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, à YCHOUX, le 5 juillet 2024.

Le Secrétaire,

Michel VALEN

Le Maire,

Vincent CASTAGNÈDE